

M. Girve Fretz (Érié): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de pouvoir participer au débat d'aujourd'hui. Je tiens à dire aussi que ce fut un honneur pour moi que de participer aux travaux du groupe de travail parlementaire sur le dialogue Nord-Sud, d'assister aux audiences et d'entendre les nombreux et excellents exposés qui y ont été faits. Je voudrais rendre hommage au député d'Edmonton-Sud (M. Roche) qui n'est pas à la Chambre actuellement. Il a beaucoup contribué, à la Chambre et partout au Canada, à définir le rôle du Canada dans l'aide au développement et dans l'ensemble de ses relations extérieures.

Des voix: Bravo!

M. Fretz: L'une des choses qui m'ont le plus frappé est l'importance du rôle des organismes non gouvernementaux. Le groupe de travail a entendu le témoignage de nombreux représentants de ces organismes. Ils contribuent énormément à répandre l'influence du Canada partout dans le monde. Ils méritent des félicitations pour leur dévouement et leur altruisme. Les organismes non gouvernementaux du Canada m'ont fortement impressionné.

De concert avec quatre autres membres du groupe de travail, je me suis rendu dans plusieurs pays d'Asie en février. J'ai pu voir sur le terrain les résultats de nos efforts dans le secteur de l'aide au développement, ayant visité les Philippines, le Bangladesh et Singapour. J'ai vu les projets qui sont en cours de réalisation dans ces pays. Nous avons rencontré des Canadiens et nous avons pu constater les fruits de leurs efforts. L'enthousiasme qui les animait était manifeste. Je suis revenu de ce voyage extrêmement fier d'être Canadien, fier du travail que le Canada accomplit outre-mer.

L'une des recommandations faites par notre groupe de travail est que les parlementaires participent plus directement au débat sur les problèmes Nord-Sud. Je suis ravi d'avoir l'occasion de le faire aujourd'hui. Les députés doivent être consultés. Ils doivent pouvoir voyager à l'étranger, voir par eux-mêmes les projets auxquels le Canada participe. Il faut que nous soyons en mesure d'interroger les Canadiens à l'étranger pour éclairer notre lanterne à ce sujet.

Je suis convaincu qu'il existe un grave danger, soit que le parti à ma gauche, le Nouveau parti démocratique, et les autres partis socialistes et leurs chefs, tentent de s'emparer des problèmes normaux concernant les relations entre pays pour en faire un instrument de promotion du socialisme international. Cela m'effraie, car je crois qu'il y a danger que l'on présente sous un faux jour les véritables besoins des gens pour servir la cause du socialisme. Si l'on détourne le véritable sens du dialogue Nord-Sud pour en faire un instrument du socialisme international, une arme pour saper la paix, une nouvelle arme de guerre, donc, cela ne fera qu'envenimer le différend entre les superpuissances au lieu d'aider les pauvres du monde entier.

La motion néo-démocrate à l'étude aujourd'hui a été proposée peu de temps après le retour du chef du parti d'une mission à l'étranger—qui sait, peut-être était-ce «Mission impossible». Les critiques et les cyniques prétendent qu'il l'a entreprise, l'appui qu'il a accordé aux propositions constitutionnelles du premier ministre ayant déplu dans certains milieux, parce qu'il sentait le besoin d'un regain de popularité et de prestige en tant que chef de parti, non seulement parmi les membres de son caucus mais parmi tous les membres de son parti. Pour ma

part, je dirais qu'il s'est rendu à l'étranger, peut-être mal à propos, en tant que vice-président de l'Internationale socialiste.

Le député d'Oshawa (M. Broadbent) a passé plus de quatre heures avec le président Castro, l'un des copains du premier ministre. Mais la réunion a eu lieu dans le secret et les journalistes ont été forcés de rester à l'hôtel. Le *Citizen* d'Ottawa a rapporté que le chef néo-démocrate en avait tiré une compréhension pénétrante du chef communiste. Pour sa part, le *Globe and Mail* a conclu que ces réunions secrètes sont extrêmement importantes et utiles. Au nom de la liberté d'information, qu'on laisse le chef du Nouveau parti démocratique, qui était ici à la Chambre plus tôt pour donner au Parlement un compte rendu sur son voyage, nous dire ce qui s'est passé avec M. Castro. Quelles offres celui-ci lui a-t-il faites? A-t-il lui-même invité Castro à participer au développement économique des Antilles et de l'Amérique latine? Nous savons tous que le premier ministre (M. Trudeau) ne communique jamais à la Chambre le résultat de ses voyages non plus.

A cause de la complexité de ses ramifications, et de l'étendue du sujet dont, entre autres, le recyclage des excédents des pays de l'OPEP, les modifications proposées à la formule de souscription de la Banque mondiale, et l'allocation des droits de tirage spéciaux, le dialogue dit Nord-Sud est quasi impossible à comprendre dans tous ses détails. C'est pourquoi il n'est peut-être pas étonnant que toute la question du dialogue Nord-Sud se réduise souvent à une simple controverse sur l'aide à l'étranger. Dans les temps difficiles que nous vivons, lorsque tant de nations occidentales sont aux prises avec un taux d'inflation qui dépasse les 10 p. 100 et un chômage aigu, l'aide à l'étranger est vue d'un mauvais œil et les mesures visant à accroître cette assistance sont extrêmement impopulaires.

• (1720)

Il est cependant clair que l'objectif recommandé dans ce domaine par le groupe d'étude Nord-Sud, dont j'étais membre, n'est pas exagéré. Nous avons conclu que le montant de l'aide officielle au développement devrait être portée à .7 p. 100 du produit national brut d'ici à 1990. Lorsqu'on songe que le gouvernement fédéral accorde jusqu'à 2 p. 100 du PNB à la promotion des arts au Canada, investissement valable en soi, les crédits réservés à l'aide officielle au développement paraissent fort raisonnables, d'autant plus que cet argent sert à financer des services de santé, l'éducation ainsi que l'assainissement de l'eau. Ces trois éléments représentent une nécessité pour ces centaines de millions d'habitants du Tiers-monde qui sont privés de ce que les Canadiens considèrent comme un droit inaliénable. Or, bien qu'il ne faille pas sous estimer le rôle que le programme d'assistance joue dans le soulagement de la misère humaine, cette aide n'est qu'une solution partielle aux problèmes qui se posent dans le cadre des relations Nord-Sud.

Une autre forme d'assistance est assurée par les nombreux Canadiens qui, mûs par des considérations humanitaires, essaient généreusement d'aider ceux qui sont dans la misère. Ils leur font don non seulement de leur argent mais aussi de leurs temps, de leur énergie et de leur expérience. Ces Canadiens sont membres de plus de 200 organisations non gouvernementales indépendantes qui se consacrent au développement du tiers monde. Ces organisations vont de petites associations efficaces telles que Match International, qui enseigne aux